

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

VOIR LE SOMMAIRE  
AU VERSO

N° 69 - 12 février 1979 PRIX : 1 F

## TCHAD

VERS LA FIN  
d'une  
DICTATURE  
BICÉPHALE ?



# sommaire

Page 2

- TCHAD : vers la fin d'une dictature bicéphale

Page 3

- CAMEROUN : une stabilité cimentée par le sang

Page 5

- CENTRAFRIQUE : la colère populaire fait trembler Bokassa

Page 6

- MAURITANIE : l'arabisation forcée et l'intelligentsia noire

Page 8

- SENEGAL : Magal de Touba : Abdou Diouf et les chefs religieux ...
- Le ministre inaugure, les villageois payent

Page 10

- REFERENDUM EN RHODESIE : Smith veut gagner du temps

Page 11

- ASSOCIATION DES STAGIAIRES ET ETUDIANTS TCHADIENS : le Frolinat en discussion

Page 14

- IRAN : la fin d'un dictateur mais pas de la dictature

# abonnements

- FRANCE : 1 an  
ordinaire : 12 F  
sous pli fermé : 36 F
- AUTRES PAYS :  
écrire au journal
- Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier  
BP 80 93 300  
Aubervilliers France  
en spécifiant :  
"pour le PAT"

# EDITORIAL

## VERS LA FIN D'UNE DICTATURE BICEPHALE ?

Au moment-même où nous écrivons, les partisans de Hissen Habré, Premier Ministre, et ceux de Malloum, Chef de l'Etat, s'affrontent au centre de N'Djaména, les armes à la main. On ne connaît pas encore le nombre de victimes de part et d'autre, mais cet affrontement armé a créé la panique parmi les habitants des quartiers populaires des endroits de la fusillade, notamment Sabah N'Gali, Abdel-Joumal et Gardolé.

Ce nouvel affrontement ne fait que traduire la rivalité qui oppose au sommet de l'Etat le Président Malloum et son Premier Ministre depuis la mise en place en Août dernier du gouvernement provisoire d'"Union Nationale" créant ainsi un pouvoir bicéphale au Tchad.

Mais depuis lors il s'avère difficile à ces deux dictateurs de gouverner ensemble. Le Premier Ministre ne veut pas se soumettre entièrement à Malloum. Celui-ci a du mal à s'imposer. Le compromis ne pouvait durer plus longtemps et il vient d'éclater avec ces événements du 12 février.

En prenant Hissen Habré comme Premier Ministre -qu'il l'ait fait de son propre gré ou sous l'inspiration de l'impérialisme français, peu importe- Malloum a voulu faire un geste en direction des populations du nord musulman ; de ces populations qui fournissent au Frolinat l'essentiel de ses troupes combattantes.

Eh bien, en nommant Hissen, Malloum ne s'est pas concilié le nord mais il s'est donné un rival. La dictature a deux têtes. Mais cela fait une de trop. Laquelle ? C'est précisément ce que Malloum et Hissen sont en train de déterminer les armes à la main.

Peu importe, du point de vue des travailleurs et des paysans, qui des deux l'emporte, à moins qu'un troisième larron ne mette les deux d'accord. Mais si cette lutte entr'eux continue, il risque d'y avoir des affrontements plus graves à N'Djaména et peut-être ailleurs entre ceux qui viennent du nord et ceux du sud.

Car si aucun des deux candidats au même poste de dictateur ne parvient à éliminer son rival chacun cherchera des appuis. Malloum le cherchera du côté des Sara du sud, Habré tentera de mobiliser les Goranes du nord. Et dans un pays où tout le monde, les colonisateurs d'abord, les dictateurs successifs ensuite et le Frolinat de son côté, ont tous contribué à exacerber les oppositions ethniques, cette situation est lourde de dangers.

Les exploités n'ont pas intérêt à s'embarquer dans cette entreprise. Les Sara n'ont rien à gagner à une victoire de Malloum, pas plus que les Goranes n'ont à gagner à la victoire de Hissen. Mais les deux ont à perdre à aggraver les oppositions ethniques et à consolider avec leur sang un des dictateurs. Ils ont au contraire tout intérêt à se donner la main au-delà des divisions ethniques et religieuses, au-delà même des frontières nationales pour renverser pas seulement un dictateur mais les dictatures elles-mêmes. La dictature de ceux-là même qui, pour maintenir leurs privilèges et les intérêts de l'impérialisme pratiquent la politique de "diviser pour régner".

# CAMEROUN une stabilité cimentée par le sang

Giscard vient d'effectuer un voyage de quelques jours au Cameroun. Ce genre d'activité est devenu chose courante pour le chef d'Etat français, car tout dernièrement encore il était en Guinée, au Gabon etc...

du Cameroun

Cette fois-ci c'est le tour parce que dans ce pays-là, comme dans de nombreux autres pays, l'impérialisme français a de nombreux intérêts économiques qui se perpétuent depuis l'époque coloniale.

La découverte récente du pétrole au Cameroun, et l'existence d'autres gisements prometteurs attirent la convoitise de nombreuses sociétés multinationales. Et l'impérialisme français ne voudrait pas rater le coche du pétrole à la faveur d'autres métropoles capitalistes.

De nombreux contrats ont déjà été signés avec des sociétés françaises, notamment pour la construction d'une raffinerie de pétrole (65 milliards de francs), constructions de routes, de chemin de fer, d'usines de sucre etc... Ce sont ces contrats, évalués par dizaines de milliards pour le bénéfice du patronat français, qui ont fait faire à Giscard un voyage ... "d'amitié et de coopération".

Dans les déclarations officielles, Giscard n'évoque bien sûr pas les raisons d'affaires qui intéressent les grands banquiers et les grandes firmes françaises.

Il a félicité Ahidjo pour la "stabilité" de son régime, à l'instar d'autres régimes d'Afrique comme le Centrafrique, le Zaïre, le Congo, l'Ouganda, qui connaissent des soulèvements, des révoltes, des tentatives de coup d'Etat fréquents etc...

Il est vrai que l'impérialisme a une préférence pour les régimes "stables", car c'est là un atout non négligeable qui lui facilite l'exploitation des populations travailleuses. Rien n'empêche cependant Giscard d'avoir des liens aussi "amicaux" avec les sanguinaires comme Bokassa ou Mobutu.

Cette stabilité qui fait la fierté d'Ahidjo n'est maintenue que grâce à la répression que son Etat exerce sur la population, grâce aux bains de sang qui ont précédé l'indépendance et qui ont continué plusieurs années après, jusqu'à l'anéantissement physique de ses opposants.

Le Cameroun, dont une partie était sous tutelle anglaise et l'autre française, est devenu indépendant en 1960 après plusieurs années de révoltes populaires essentiellement dirigées par l'UPC (Union des Populations du Cameroun).

L'UPC était une organisation nationaliste fondée en 1948 par quelques personnalités camerounaises, comme Ruben Um Nyobé et Ernest Ouandié, révoltés par les exactions coloniales. Leur but était l'indépendance de leur pays et la réunification des deux Cameroun.

Tout de suite après sa fondation l'UPC adhéra au RDA (Rassemblement Démocratique Africain) dont le président était Houphouët Boigny en 1950. Ni l'UPC ni le RDA ne demandaient plus que l'indépendance. C'étaient des organisations dont la modération et le pacifisme étaient notoires.

L'année 1955 a été marquée par une manifestation qui eu lieu à Yaoundé et à Douala le 25 mai. C'est l'UPC qui organisa cette manifestation qualifiée par elle-même de pacifique, avec comme mot d'ordre : "indépendance immédiate et réunification du Cameroun".

Les troupes coloniales y massacrèrent près de 5 000 personnes. C'est alors que l'UPC, contrainte par la répression, entra dans la clandestinité et proclama la lutte armée pour l'indépendance.

Le colonialisme français, ne pouvant ni contenir ni arrêter la guérilla qui menaçait ses intérêts, adopta une politique visant à mettre au sommet de l'Etat ceux, parmi les politiciens camerounais, qui étaient le plus à sa botte.

C'est ainsi que Ahidjo fut nommé en 1958 Premier Ministre et ensuite président de la république en 1960, année de l'indépendance, proclamée dans le sang.

La guérilla a duré plusieurs années. C'est en 1971 qu'Ernest Ouandié fut assassiné, tandis que le nombre de victimes est évalué à plusieurs milliers de personnes dont une partie se trouve toujours en prison.

Ahidjo, désigné par l'impérialisme français, a toujours fidèlement représenté les intérêts de l'impérialisme. L'économie du pays était toujours dans les mains des colons tandis que la dictature continuait de régner.

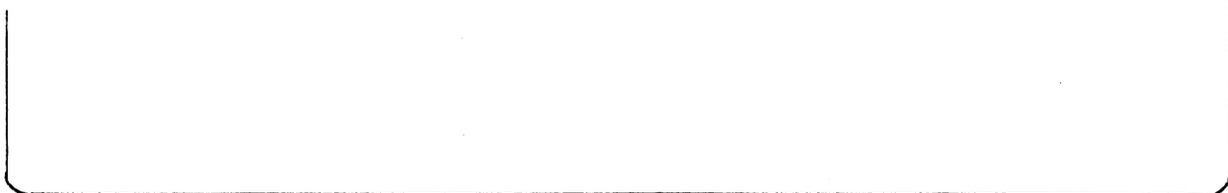
L'UPC a été anéantie. Ses dirigeants, même ceux qui réussirent à fuir à l'étranger, ont été assassinés. Même l'UNEK (Union Nationale des Etudiants Kamerunais en France) a été dissoute par le gouvernement Giscard en 1977.

C'est en cela que consiste la "stabilité" et la "réunification équilibrée" tant vantées par Giscard et Ahidjo.

Cette "stabilité" passait par l'anéantissement de l'UPC, non pas parce que celle-ci avait pour but d'abolir le système capitaliste au Cameroun, mais uniquement parce qu'elle avait osé revendiquer l'indépendance en passant outre les délais et les conditions imposés par le colonialisme français.

Aujourd'hui, si l'impérialisme continue toujours d'exploiter au Cameroun, c'est grâce à la dictature qui pèse sur les travailleurs et les petits paysans qui n'ont ni le droit de se syndiquer ni le droit de s'organiser en dehors du parti unique d'Ahidjo (UNC).

Pour les combats futurs, pour mettre fin à la dictature et à l'exploitation au Cameroun et en Afrique, les travailleurs devront s'organiser sur leur propre base, sur une base de classe et se donner un programme non pas nationaliste mais marxiste révolutionnaire, seul programme conséquent pour leur classe.



# CENTRAFRIQUE

## LA COLERE POPULAIRE

### FAIT TREMBLER BOKASSA

L'Empereur Bokassa de Centrafrique a passé un week-end bien difficile les 19 et 20 janvier. En effet pour protester contre les mesures du dictateur qui voulait rendre obligatoire le port de l'uniforme pour tous les enfants scolarisés de l'Empire Centrafricain, les étudiants et élèves sont descendus dans les rues de Bangui. La population de la capitale, elle aussi mécontente, a suivi le mouvement, et c'est donc à de grandes émeutes que l'on a assisté à Bangui et dans d'autres villes du pays.

Des centaines de morts et de blessés, toute une partie de Bangui et deux usines saccagées, le couvre-feu décrété, tel est le bilan de ces journées. Il semble même que Bokassa n'ait dû son salut qu'aux troupes du dictateur voisin Mobutu, venues en renfort pour aider à la répression sauvage qui a suivi les événements.

La colère qui a secoué la population de Bangui est bien légitime. Car depuis le coup d'Etat qui l'a amené au pouvoir, Bokassa a instauré une féroce dictature en Centrafrique. Il a dissout toutes les organisations politiques et syndicales qui existaient avant. Ceux des opposants à son régime qui n'ont pas été assassinés croupissent dans les prisons. Aujourd'hui, n'importe qui peut être arrêté, battu et torturé par les sbires de Bokassa sans aucun recours.

Le pays vit dans une crise économique quasi chronique. Les caisses de l'Etat sont continuellement vides. Les fonctionnaires par exemple ne touchent que très irrégulièrement leurs salaires. D'ailleurs en novembre 1978, l'on a assisté à différentes manifestations d'enseignants et de fonctionnaires qui n'avaient pas touché leur paye depuis le mois d'août. Toutes les recettes publiques sont utilisées pour l'entretien de ce que Bokassa appelle sa "cour", et qui n'est en fait qu'un ramassis de parasites qui vivent du pillage et de l'oppression des masses travailleuses.

Car l'Empire Centrafricain fait partie des pays les plus pauvres d'Afrique. La population se débat dans les pires conditions de vie. Le salaire de l'ouvrier ou de l'employé varie de 5 000 à 10 000 F CFA soit de 100 à 200 FF. Quand aux paysans, obligés de cultiver le coton, principale richesse du pays, ils voient leurs ressources diminuer tous les ans à cause de la main-mise du dictateur sur les moyens de commercialisation. L'infrastructure agricole est si rudimentaire que la production de coton baisse d'année en année. L'inflation et la vie chère sont le lot quotidien des centrafricains. Le manioc, principal aliment de base est hors de prix. En une année, le prix du sucre a triplé. Quand au kilo de viande, il vaut 4 fois plus cher. Mais les salaires ne bougent pas et les impôts et taxes diverses que la population doit payer pour entretenir Bokassa et sa cour sont de plus en plus nombreuses.

Alors bien sûr, ceux qui sont descendus dans la rue ont eu raison de faire éclater leur mécontentement. Certes, tout semble être rentré dans l'ordre. Mais les émeutes des 19 et 20 janvier auront montré la fragilité de la couronne de Bokassa. Ce dictateur a tremblé pendant deux jours, devant la colère des opprimés. Il est même revenu sur ses décisions les plus impopulaires, et un "Comité National" chargé de paiement des salaires des fonctionnaires et des bourses des étudiants a été créé.

Que Bokassa ait reculé, montre en fin de compte que ces dictatures ne tiennent que tant que les populations sont résignées. Mais dès qu'elles refusent de se laisser faire, les dictatures, même "impériales", tremblent sur leurs bases. Et la chute de ce pantin qu'est Bokassa ne dépend, en fait, que de la détermination avec laquelle la population réagira contre ce régime pourri, au service de l'impérialisme.

# MAURITANIE L'ARABISATION FORCÉE ET L'INTELLIGENTSIA NOIRE

Deux journaux gouvernementaux, "Chaab", (mauritanien) et "Le Soleil" (sénégalais) ont publié récemment une déclaration du ministre de l'intérieur mauritanien, le commandant Jddou Ould Saleck mettant en cause les "fauteurs de trouble". Car il paraît qu'il y a eu des grèves déclenchées par des enseignants noirs mauritaniens contre l'arabisation de l'enseignement.

Dans la même semaine, "Le Monde" a publié une déclaration de deux intellectuels qui dénonçaient le racisme pratiqué par l'ancien régime ainsi que le nouveau. Il est bien vrai qu'en Mauritanie, il existe de longue date des antagonismes raciaux qui reposent sur d'anciens antagonismes sociaux. De nombreux maures blancs sont des féodaux qui, il n'y a pas longtemps, possédaient des esclaves noirs. D'autres ethnies noires n'étaient pas esclaves des maures blancs. Ce sont les peulhs, sarakolés et woloffs. Mais souvent, du fait qu'ils ont la peau noire, les membres de ces ethnies sont considérés comme des êtres inférieurs par les fils des féodaux blancs.

Cela se manifeste surtout dans l'administration. Non seulement tous les postes clés sont aux mains des maures blancs - Présidence de la République, Finances, armée etc- mais de façon générale les noirs sont relégués à des postes secondaires.

De ce fait, la plupart des intellectuels noirs sont mécontents. Ce mécontentement, et le désir de se débarrasser de toute subordination par rapport aux maures blancs ne datent pas d'aujourd'hui. Car avant l'indépendance il y avait en Mauritanie trois mouvements politiques rivaux ; l'un d'eux était dirigé par un ancien député, Abdoul Aziz Ba. Il faisait la propagande auprès de la population noire des régions de Kaïdi et de Selibaby pour leur rattachement au Sénégal.

De façon symétrique d'ailleurs, un deuxième mouvement qui recrutait dans la population maure blanche, voulait l'intégration pure et simple de la Mauritanie au royaume du Maroc. C'est seulement un troisième courant, dont le dirigeant était l'ancien président Ould Daddah, qui préconisait le maintien des frontières telles qu'elles avaient été établies par le colonisateur et réclamait l'indépendance de la Mauritanie. L'indépendance fut octroyée par De Gaulle à la fin de 1960.

Partisan de l'unité de la Mauritanie, le régime d'Ould Daddah n'avait cependant pas cherché à donner aux peuples contrains de vivre à l'intérieur des mêmes frontières, l'envie de le faire. Au contraire. A sa façon -c'est-à-dire en privilégiant la population maure- Ould Daddah faisait comme les colonisateurs, et il aiguisait la méfiance entre les deux communautés.

Cette politique avait déjà conduit à une explosion. En 1966 une bagarre générale éclata dans plusieurs villes de Mauritanie entre lycéens noirs et blancs, notamment à Kaïdi. La guerre au Sahara Occidental avait encore aggravé les choses. Les noirs constituent le gros des contingents de l'armée.

Pour l'instant ce sont surtout les milieux de la petite bourgeoisie intellectuelle qui semblent travaillés par les sentiments anti-maure. Ces sentiments sont solidement liés à l'aspiration d'accéder aux mêmes avantages et aux mêmes privilèges que la petite bourgeoisie maure. Dans le cadre de la Mauritanie ou pas, certains préconisent en effet ce que proposait le mouvement négro-africain de Abdoul Aziz Ba avant l'indépendance, c'est à dire le rattachement de Guidimaka, bande habitée par la population noire, au Sénégal.

L'intelligentsia noire, mécontente de son sort, cherchera inévitablement des troupes. Pour l'instant, une grande partie de la population noire, les paysans des villages de la vallée du Sénégal, n'a guère affaire à des maures dans sa vie quotidienne. Mais le mécontentement contre la guerre, contre la dictature, peut facilement emprunter la voie à la fois plus commode et fallacieuse des oppositions ethniques. D'autant plus facilement que les noirs sont réellement considérés comme des citoyens de seconde zone, et ce n'est pas là une invention de l'intelligentsia noire.

La revendication du rattachement au Sénégal, du côté mauritanien de la vallée du fleuve Sénégal dont les deux côtés sont habités par les mêmes Peulhs, les mêmes Sarakolés, n'a certes rien d'aberrant. Pas plus aberrant en tous les cas que ne l'est la Mauritanie, cette création aussi artificielle que bancal de l'impérialisme. Le chantage à l'éclatement de la Mauritanie par les dirigeants de Nouackchott, est seulement une façon de perpétuer une oppression réelle.

En tous les cas, la population noire du sud a le droit de choisir les frontières à l'intérieur desquelles elle souhaite vivre. Si elle n'a pas envie de vivre sous la férule du pouvoir de Nouackchott, celui-ci n'a qu'à changer de politique. Mais le véritable problème n'est même pas là. Car la population sarakolé, peulh ou bambara de la vallée du Sénégal n'a pas plus de garantie de ne pas être opprimée, ne fut-ce que sur le seul plan ethnique, sous la férule de Senghor que sous celle de Ould Saleck.

Alors l'avenir n'est pas aux simples modifications des frontières héritées de l'âge colonial, ni aux fractionnements nouveaux. Au contraire ! Il est nécessaire que les exploités renversent les classes privilégiées qui accrochent leurs privilèges à leurs Etats nationaux, et qu'ils détruisent ces Etats qui, tous, constituent une prison pour leurs minorités.

L'avenir de l'Afrique, c'est la suppression des frontières qui divisent des peuples, c'est la constitution de vastes ensembles, c'est une fédération socialiste de l'Afrique ! Fédération qui ne serait plus, qui ne pourrait plus être dominée par une seule ethnie, mais à l'intérieur de laquelle chaque communauté ethnique pourrait vivre une vie démocratique, et non subordonnée à aucune autre.

Cette fédération socialiste d'Afrique, cette communauté fraternelle de peuples libres et égaux, ne peut cependant naître que sur les ruines des Etats nationaux, représentant en partie les intérêts des privilégiés nationaux et, plus encore, ceux de l'impérialisme.

Renverser ces Etats, ce sera l'oeuvre des travailleurs, des paysans pauvres, ce sera l'oeuvre de la révolution prolétarienne à venir... et à préparer !



# SENEGAL MAGAL DE TOUBA :

## Diouf et les chefs religieux entre parasites on s'entend

Le 17 et 18 janvier, s'est déroulé le 53<sup>e</sup> Magal (fête religieuse) de la ville de Touba au Sénégal. Selon les informations officielles, 2 millions de pèlerins seraient venus dans cette ville pour prier et faire des offrandes.

Le Premier Ministre Abdou Diouf, ainsi que le ministre de l'intérieur, des députés et autres hauts fonctionnaires qui l'accompagnaient n'ont pas manqué l'occasion offerte par cet immense rassemblement pour entrer dans les bonnes grâces des croyants en montrant ostensiblement que eux aussi le sont. Croyants, ils le sont peut-être. Mais pour ces gouvernants, c'est d'abord un geste politique.

Transmettant le message de Senghor, Abdou Diouf affirmait : "il vous renouvelle son attachement le plus indéfectible et salue l'attachement que vous lui manifestez". "Le président Senghor s'est réjoui de l'identité de vos points de vue, pour un rayonnement plus grand de la religion et un développement beaucoup plus important du pays". Voici la réponse de Sérigne Abdou Ahat Mbakké, chef des mourides, qui préside le Magal : "Je renouvelle au président Senghor mon attachement et l'estime réciproque qui fait que nous nous comprenons parfaitement et que chacun en ce qui le concerne, comprend les besoins et les vœux de l'autre. Merci encore une fois pour cette collaboration".

Cette collaboration ne date pas d'aujourd'hui, mais depuis l'arrivée au pouvoir de Senghor. Ils se sont toujours rendus service mutuellement. Le régime de Senghor bénéficie de la propagande que les marabouts font en sa faveur : ils exhortent les croyants à l'obéissance aux directives des autorités, les poussent à voter pour les candidats du parti de Senghor, à payer leurs dettes à l'ONCAD...etc.

En retour, le gouvernement fait des cadeaux aux chefs religieux : aide à la construction de mosquées, dons de billets d'avion pour aller à la Mecque...etc et surtout, il laisse les marabouts bénéficier des énormes privilèges qu'ils tirent de l'exploitation du travail des talibés qui travaillent sur les immenses terres. Ces talibés ne reçoivent en contre partie... que l'enseignement du coran. Par exemple le grand khalife récolterait les produits de 10 000 hectares de terres mises en valeur gratuitement par des milliers de talibés.

Senghor et son appareil d'Etat vivent eux aussi de la sueur de millions d'opprimés. Il est donc normal qu'entre parasites, les dirigeants temporels et religieux du Sénégal fassent bon ménage.

Senghor se fait des religieux des auxiliaires pour continuer à faire régner l'exploitation capitaliste. Si de leur côté, les opposants comme Abdoulaye Wade, Majhemout Diop et autres Anta Diop cherchent eux aussi les bonnes grâces des marabouts, c'est parce qu'ils cherchent à remplir fondamentalement les mêmes fonctions.

Mais au-delà des marabouts qui ont un intérêt évident à se faire les auxiliaires de ceux qui détiennent le pouvoir actuellement -c'est une fonction très lucrative!- c'est la religion sous toutes ses formes qui est l'auxiliaire de ceux qui gouvernent au profit des exploités. Car la religion prêche la résignation et, surtout, elle obscurcit les consciences.

Les exploités ont besoin d'avoir une conscience claire pour se libérer ; ils ont  
.../...

besoin de savoir qui sont leurs ennemis et qui sont leurs amis et quels sont leurs intérêts ; ils ont besoin de l'intelligence et pas de la superstition. Par contre, ils n'ont pas besoin de croire dans un au-delà et dans ses promesses ! Ils ont droit au bonheur sur terre, et ils ont les moyens de le conquérir !



SENEGAL : LE MINISTRE INAUGURE, LES VILLAGEOIS PAYENT

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports François Bob, a inauguré fin janvier, l'école des villages de Daga et Kholpa, dans la région de Thiès. A cette occasion, le ministre n'a pas manqué de parler des milliards que l'Etat sénégalais dépense pour l'enseignement et la formation des jeunes.

Seulement le problème dans cette histoire, c'est que l'école inaugurée en grande pompe a été payée par les cotisations des villageois, soit 500 000 F CFA. L'Etat n'a rien déboursé pour la construction de cette école.

Peut-être le ministre a-t-il été invité par les paysans eux-mêmes, pour officialiser l'existence de l'école qu'ils ont construite, et ainsi avoir plus rapidement des instituteurs. Mais pour ce qui concerne les milliards dont parle monsieur Bob, il s'agit de l'argent des impôts que paient les villageois. En plus de cela il faut se cotiser pour construire une école pour qu'un ministre vienne s'en vanter. Quelle impudence !

0 0 0 0 0 0 0 0

# RÉFÉRENDUM EN RHODESIE

## Smith veut gagner du temps

Le 30 janvier dernier Ian Smith a organisé un référendum constitutionnel pour la population blanche de la Rhodésie. Ce référendum consiste à demander à la minorité blanche si oui ou non elle accepte une constitution qui prévoit le droit de vote pour la population africaine et instituer ainsi un gouvernement à majorité noire. Une majorité de 84 % a voté pour le oui.

Ainsi donc les 250 000 blancs acceptent que 6 millions d'Africains aient le droit de vote maintenant !

A la bonne heure ! Seulement ce n'est certainement pas à ce référendum que la majorité africaine devra même ce mince droit qui est celui de pouvoir glisser, une fois de temps en temps, un bulletin dans l'urne. Car si maintenant la population blanche accepte la politique de Smith c'est parce qu'il y a des gens qui luttent les armes à la main.

Et pour ne pas perdre le tout, en tous les cas pas tout de suite, la minorité blanche privilégiée est enfin prête à quelques concessions mineures qu'elle n'a jamais consenties auparavant.

Ian Smith a pris ses précautions. Il a réservé aux blancs la direction de l'armée, de la police, de l'administration et de la justice pour une durée de dix ans.

En fin de compte la population africaine est toujours sous l'emprise du régime ségrégationniste. Les quelques libéralisations qui ont été effectuées ces derniers temps sont ridicules ; par exemple le fait que les enfants noirs puissent aller désormais dans les écoles réservées jusque-là aux blancs.

Avec la caution des nationalistes modérés, le régime ségrégationniste, quelque peu assoupli, prolonge son existence. Il dépend de la détermination de ceux qui le combattent les armes à la main si c'est pour longtemps ou pas.

\* \* \* \* \*  
\* \* \* \* \*  
\* \* \* \* \*  
\* \* \* \* \*

# ASSOCIATION DES STAGIAIRES ET ETUDIANTS TCHADIENS LE FROLINAT EN DISCUSSION

Le XXVII<sup>e</sup> Congrès de l'Association des Stagiaires et Etudiants Tchadiens en France (l'ASETF), ainsi que la réunion de la section de Paris qui l'a précédé, ont été marqués par des débats autour de la position de l'Association à l'égard du Frolinat.

Depuis plusieurs mois, deux courants principaux se disputent la majorité au sein de l'ASETF, et surtout, au sein de la section de Paris. Les uns, dits "inconditionnels", soutiennent le Frolinat sans la moindre réserve. Leur position au sein de l'Association est que l'ASETF doit accorder son soutien permanent au Frolinat. Ce qui en l'occurrence, signifie l'alignement pur et simple de l'ASETF derrière le Frolinat. Cette tendance a obtenu la majorité lors du congrès qui vient d'avoir lieu.

L'autre courant observe une attitude plus critique à l'égard du Frolinat. Ce courant avait été majoritaire au sein de la section de Paris lors du congrès précédent. Il avait alors obtenu la "suspension provisoire" du soutien permanent au Frolinat. Les raisons avancées par ce courant ont été les suivantes : le Frolinat, en négociant avec le régime de Malloum pour instaurer un "gouvernement d'Union Nationale" a perdu sa ligne anti-impérialiste. Ce courant reproche également le caractère "sans principes" de l'accord intervenu à Faya pour unir les trois armées du Frolinat.

Cette confrontation a au moins le mérite de relancer dans une certaine mesure, la discussion au sein de l'association d'étudiants sur ce qu'est et ce que veut le Frolinat, et peut-être plus généralement, sur d'autres questions cruciales, telles que les voies et les moyens de la lutte contre la dictature de Malloum sur le Tchad, sur ce que cela signifie d'être anti-impérialiste etc... Et c'est certainement une bonne chose que les étudiants se préoccupent de ces questions. Reste à souhaiter qu'ils n'acceptent pas que la discussion soit close avant d'être ouverte, et qu'ils n'acceptent pas en particulier que les partisans inconditionnels du Frolinat profitent d'une majorité de circonstance pour restreindre et limiter la discussion, voire pour l'interdire.

Les partisans inconditionnels du Frolinat, un moment désorientés par les négociations engagées entre celui-ci et le gouvernement de Malloum, ont relevé la tête après la rupture des négociations. (Bien que cette rupture soit peut-être provisoire). Ils s'appuient sur le fait que ceux qui se battent les armes à la main, contre le régime de Malloum et contre les troupes françaises, se réclament du Frolinat, pour présenter cette organisation comme l'incarnation de l'opposition à la dictature, que tous ceux qui sont hostiles à la dictature se doivent de soutenir.

Le Frolinat incarne certainement une politique d'opposition au régime en place. Il l'incarne dans une certaine mesure, par delà-même les tentatives occasionnelles de ses dirigeants de s'entendre avec Malloum, ne serait-ce que parce qu'il possède un appareil militaire propre, qu'il n'entend pas abandonner et que Malloum ne peut pas tolérer. De par sa simple existence, cet appareil représente un pôle de regroupement pour nombre de ceux que la dictature et l'oppression révoltent.

Cependant, le simple fait que le Frolinat ait engagé des discussions avec Malloum est significatif. Même si officiellement ces négociations ont échoué, elles ont montré que les dirigeants du Frolinat trouvent tout à fait concevable de gouverner dans le cadre du régime de Malloum. Cela juge la nature de leur opposition. Il faut croire que eux-mêmes considèrent qu'il n'y a, dans leur opposition, rien de fondamental au point de les empêcher

de gouverner le pays aux côtés de celui qu'ils désignent pourtant comme un dictateur pourri.

Face à Malloum, le Frolinat prétend incarner un nationalisme plus radical, plus indépendant à l'égard de l'impérialisme français, un nationalisme soucieux de procéder à un certain nombre de transformations dans le pays, en éliminant en particulier les marques de l'héritage colonial.

Mais le Frolinat ne se donne même pas les moyens politiques d'incarner ce qu'il prétend incarner. Il se peut qu'une partie des intellectuels qui ont été en leur temps à l'origine du mouvement, aient eu les yeux tournés du côté de Castro, Ho Chi Minh ou Che Guevara. Mais le Frolinat ne parvient même pas à incarner vraiment un nationalisme tchadien radical, lié qu'il est à l'ethnisme des populations du nord.

En effet, l'appui que le Frolinat avait trouvé, il l'avait trouvé auprès des éleveurs et des paysans toubous révoltés contre le régime de Tombalbaye, contre ses collecteurs d'impôts et contre l'oppression ethnique qu'ils subissaient de la part d'un régime qui recrutait l'essentiel de ses cadres militaires et administratifs dans le sud animiste ou chrétien.

Dans un pays où le pouvoir colonial d'abord, Tombalbaye ensuite avaient attisé l'opposition entre le nord musulman et le sud animiste ou chrétien, entre les islamisés et les "Kirdis", entre le Tchad "inutile" -suivant la terminologie du colonisateur- du nord essentiellement pastoral et le sud "utile", essentiellement agricole, la révolte des tribus du nord contre le pouvoir central avait tout naturellement emprunté un cadre ethnique.

Le Frolinat aurait pu chercher, et sans doute trouver, un autre type de soutien auprès des paysans et des éleveurs toubous que le soutien sur une base essentiellement ethnique. Il aurait pu trouver un langage susceptible de lui gagner la sympathie des éleveurs et paysans du nord opprimés par le pouvoir central, et qui soit susceptible d'être compris également par les opprimés du sud. Le fait est qu'il ne l'a pas tenté.

Il a préféré trouver l'oreille des masses touboues en passant par l'intermédiaire de la hiérarchie féodalo-religieuse touboue, en composant avec les chefs traditionnels. Le Frolinat ne s'est jamais attaqué aux privilèges des féodaux et des chefs musulmans. Il s'appuie au contraire sur ces structures féodales pour sa propre propagande..

Il se peut qu'un certain nombre d'intellectuels nationalistes du Frolinat considèrent ces concessions à la hiérarchie traditionnelle touboue comme une manoeuvre politique astucieuse qui leur permet de trouver une base large et des forces combattantes susceptibles de les porter au pouvoir. Mais leur choix les a marqués plus profondément qu'ils ne le pensent. Et le fait que, après bien des péripéties et des rivalités de personnes, le Frolinat se soit donné comme chef Goukouni, le fils du Derdeï, c'est-à-dire du chef religieux des toubous, est plus qu'une coïncidence. (Aux dernières nouvelles, Goukouni aurait quelques difficultés pour se maintenir à la tête du Frolinat, mais c'est là une autre affaire). Ce n'est pas en rupture avec la tradition féodale -et, pour commencer, avec son chef religieux de père- que Goukouni a accédé à la direction du Frolinat, mais bien en chef féodal du nord, qui possède d'ailleurs lui-même des terres et qui fait travailler des gens pour son propre compte. Et il ne s'agit pas seulement de la direction du Frolinat, puisque l'essentiel des troupes combattantes du Frolinat elles-mêmes est composé par les guerriers toubous, organisés de façon traditionnelle avec les chefs traditionnels.

Sans doute, l'audience du Frolinat repose sur des mécontentements réels et sur des aspirations légitimes, ne serait-ce que sur celles des toubous, ou plus généralement sur ceux des populations du nord, à ne plus subir un pouvoir central issu du sud.

Seulement, en menant cette politique, le Frolinat se montre incapable de surmonter la division entre le nord et le sud. Il n'apparaît pas seulement comme une opposition, radicale dans ses moyens, contre la dictature de Malloum. Il apparaît aussi comme l'incarnation

de la revanche du Nord contre le pouvoir Sara. Et le régime de Malloum a beau jeu de faire appel à des réflexes ethniques et confessionnels pour une éventuelle extension de l'influence du Frolinat dans le Sud.

Et ceux qui, au sein de l'association, restent réservés à l'égard du Frolinat, simplement en raison de son confessionnalisme et de son tribalisme, comme ceux qui le critiquent au nom d'un nationalisme tchadien plus conséquent, ont quelques raisons de le faire. Et, bien au delà du choix soulevé par les débats à l'intérieur de l'association, entre un nationalisme teinté d'ethnisme à la Frolinat ou un nationalisme plus conséquent, il existe d'autres choix politiques pour les étudiants tchadiens.

Au Tchad comme partout ailleurs, il existe des riches et des pauvres, des exploités et des exploités, des bourgeois, des chefs féodaux, ou des fonctionnaires parasites d'un côté, des ouvriers, des paysans pauvres de l'autre. Et l'avenir n'est pas le même suivant que l'on se place dans le camp des premiers ou des seconds.

Le nationalisme qu'il soit radical ou non, représente l'avenir bourgeois du Tchad. Un avenir fait de perpétuation de l'oppression et de l'exploitation pour la majorité de la population.

Au Tchad comme partout ailleurs, si les travailleurs ne veulent pas être simplement les fantassins ou la chair à canon de politiques nationalistes qui se retourneront inévitablement contre eux, il est indispensable qu'ils s'organisent sur la base d'une politique qui leur soit propre, sur le programme de la révolution prolétarienne, de l'internationalisme.

Il n'existe pas au Tchad une organisation qui milite sur un tel programme. Mais il faut qu'elle se constitue, et les étudiants peuvent jouer un grand rôle dans sa constitution. Ils ont la chance de pouvoir étudier ici, en France, grâce d'ailleurs au travail, grâce aux impôts de la population laborieuse du Tchad.

Ceux qui sont sincèrement révoltés par l'oppression qui pèse sur le pays, ceux qui ressentent l'infinie misère qui est le lot des millions de paysans, d'ouvriers, de petites gens des villes, ceux qui souffrent de l'arriération dans laquelle est maintenu le pays, doivent choisir le camp du prolétariat et profiter de leur séjour ici pour faire connaissance avec le mouvement ouvrier, avec ses traditions révolutionnaires passées. Ils doivent choisir d'être porteurs de l'idéal et du programme de la révolution prolétarienne. Ils peuvent aider les exploités tchadiens à s'organiser dans le cadre d'une organisation révolutionnaire socialiste.

Et si quelques étudiants seulement choisissent cette voie, et s'y consacrent sérieusement, cela aura bien plus d'importance pour l'avenir et dans un tout autre sens que toutes les motions pour soutenir le Frolinat.

.....

# IRAN la fin d'un dictateur mais pas de la dictature

A l'heure où nous écrivons, l'Ayatollah Khomeiny semble l'avoir emporté en Iran. En effet, le premier ministre Chapour Bakhtiar, dont la foule en colère réclamait le départ a été chassé. L'affrontement, au départ limité, entre une petite fraction de l'armée pro-Khomeiny et une autre fraction restée fidèle au Shah, s'est étendu à la rue. La fraction ouvertement partisane du Shah a été disloquée dans le brasier de la rue.

Quand à la majorité de l'armée, pour sauvegarder sa cohésion, elle est restée en dehors des derniers affrontements. L'Etat major, qui était le plus solide pilier du régime du Shah, il semble cette fois-ci, avoir basculé du côté de Khomeiny.

La population iranienne considère de toute évidence qu'elle a remporté une victoire. Tous les objectifs du mouvement ont été atteints. Le Shah a dû partir. Son successeur Bakhtiar aussi, et Khomeiny reste le seul maître du pouvoir aujourd'hui en Iran. Mais cette victoire de Khomeiny est-elle la victoire des masses populaires qui l'ont porté au pouvoir ? Oh, en un certain sens bien précis, c'est incontestable. Car assurément, si aujourd'hui le Shah est parti et si Khomeiny occupe la place, c'est parce que le peuple a fait preuve d'un courage extraordinaire ; parce que malgré la répression sanglante, sa mobilisation allait croissante, jusqu'à emporter le trône du Shah.

Mais le petit peuple de Téhéran, les ouvriers et les paysans pauvres d'Iran qui ont donné les héros de ces durs combats n'y auront rien gagné. Car le régime de Khomeiny ne sera pas plus le leur, que ne l'a été celui du Shah. L'avenir risque de le leur démontrer assez rapidement.

Derrière leur programme fumeux et réactionnaire, les religieux regroupés derrière Khomeiny, incarnent à leur façon, les aspirations de la petite bourgeoisie citadine de l'Iran. Désireux de récupérer des privilèges qui ont été quelque peu rognés sous la dictature du Shah au profit d'autres privilégiés, les religieux ont impulsé un vaste mouvement qui a bien vite débordé sur des couches plus larges de la population, qui ont donné le gros des combattants. Mais ce sont les religieux qui ont conduit, encadré et dirigé ces larges couches.

A leur tête, Khomeiny a cherché avec conséquence, à ravir le pouvoir au Shah. Mais il a cherché à le ravir en se servant de la population désarmée comme piétaille pour faire pression sur l'armée, afin qu'elle veuille bien le reconnaître pour chef. Car ce qui est remarquable dans toute la politique de Khomeiny pour parvenir au pouvoir, c'est qu'il a toujours cherché à ménager l'armée. Pendant des mois il a choisi d'envoyer ses fidèles au massacre, de manifestation en manifestation, en les y envoyant désarmés. Action non violente ?

Mais l'armée elle, n'a pas été non-violente. Khomeiny a disputé le pouvoir, au Shah d'abord, à Bakhtiar ensuite, dans un jeu de poker dont la règle tacite était que l'armée avait le droit de tirer sur les manifestants, mais que ceux-ci n'avaient pas le droit de se défendre. Si Khomeiny l'a tout de même emporté, c'est parce que l'armée n'est pas arrivée à bout de cette population désarmée. Mais au prix de combien de milliers de vies ? Il aura fallu que des partisans du Shah dans l'armée déclenchent une provocation (volontaire ou accidentelle, peu importe d'ailleurs) pour qu'une épreuve de force armée soit engagée et qu'une partie de la population prenne tout de même les armes et apporte le pouvoir à Khomeiny.

.../...

Pourtant, vu l'encadrement, l'autorité exercée sur la population par la hiérarchie religieuse, Khomeiny ne courrait peut-être pas un grand risque de débordement. Mais c'était une façon de se montrer responsable aux yeux de la bourgeoisie tant iranienne qu'internationale, et surtout américaine, que de faire la démonstration qu'il voulait gouverner avec la même armée que le Shah, avec cette armée en laquelle l'impérialisme américain pouvait d'autant plus avoir confiance, que c'est lui qui l'arme, c'est lui qui en a formé l'encadrement et dressé les officiers.

La transition n'a peut-être pas été au dernier moment, aussi pacifique que le voulait Khomeiny. Mais malgré le côté sanglant des affrontements, il semble que l'armée soit restée pour l'essentiel, intacte. Alors, il est bien difficile de dire dans quel sens peuvent évoluer les choses. Car si au cours des événements, la population, et pas seulement les milices religieuses de Khomeiny, avait réellement acquis des armes, il ne serait peut-être pas si facile de la désarmer. C'est en tous les cas ce qui motive la frayeur et la crainte unanime de toutes les bourgeoisies occidentales. Une bourgeoisie et cette opinion publique bourgeoise qui s'indigne et crie à la barbarie parce que la population iranienne n'accepte pas de se laisser assassiner et se défend, alors que pendant des mois, elle a admis que l'armée massacre des manifestants sans défense.

Malheureusement, deux éléments entrent en ligne de compte, qui font que le petit peuple iranien ne puisse pas transformer en une victoire, pour elle, ce qui n'est pour le moment qu'une victoire pour Khomeiny. D'abord, -et c'est en grande partie grâce à la politique de Khomeiny- l'armée semble avoir gardé sa cohésion du moins pour l'instant. Elle est là, prête à résservir sous une éventuelle autorité de Khomeiny, comme elle avait servi sous le Shah. Mais elle servirait toujours à la même besogne.

Mais quand bien même, malgré la volonté politique de Khomeiny, malgré les vœux de la bourgeoisie internationale, l'armée se disloquerait dans l'embrasement général, que cela ne serait pas encore suffisant pour que les ouvriers, le petit peuple de Téhéran exercent eux-mêmes le pouvoir dans leur propre intérêt.

Car bien plus que la force des armes, c'est le poids des illusions du petit peuple qui se bat, qui bouche la possibilité d'une évolution favorable aux intérêts des exploités. Du début jusqu'à maintenant, le mouvement qui s'est déroulé en Iran, s'y est déroulé sous l'égide de Khomeiny, et de son armée de mollah. Le chef religieux a acquis une autorité et un crédit immenses. Il s'en servira pour gouverner avec l'armée du Shah s'il le peut. Et s'il ne le peut pas, il rebatira une autre armée, aussi incontrôlée et aussi incontrôlable, aussi opposée aux petites gens que celle qui l'a précédé.

Tant que cette confiance en Khomeiny demeure, et même si une partie de la population a des armes, le chef religieux ne sera pas "débordé". Il n'aura qu'à attendre le moment propice pour désarmer ceux qui ont conquis, à son avis induement, les armes. Et il le fera.

Les événements feront-ils surgir des courants représentant les intérêts des exploités et capables de gagner une audience ? L'avenir le dira. Mais il faut constater que jusqu'à présent, tous les libéraux, toute la gauche, tous les courants nationalistes radicaux, se sont battus sous l'égide du réactionnaire Khomeiny. Ils ont tous contribué à donner l'auréole de dirigeant incontesté de la lutte contre le Shah à l'Ayatollah.

Ils porteront leur part de responsabilité si demain, les exploités iraniens font l'amère expérience qu'il ne suffit pas de renverser le Shah pour se débarrasser de l'oppression et pour changer véritablement leur sort.

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.